

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES

Le 28 septembre 2022

Compte rendu des décisions v2

Points à l'ordre du jour	Sujet/Discussion	Décision/Mesure
	Reconnaissance des territoires et mot de bienvenue de Mark Burns, coprésident du CPSSP, au nom des coprésidents des conseils mixtes. Présentation des tables rondes.	
1.	<p><u>QUESTIONS ADMINISTRATIVES :</u></p> <p>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion des conseils mixtes tenue le 15 février 2022. Le compte rendu est approuvé tel quel.</p> <p>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes tenue le 28 septembre 2022. L'ordre du jour est adopté tel quel – pas de commentaires ou de questions.</p>	<p><u>Décision n° 1 :</u> Le compte rendu des décisions de la réunion des conseils mixtes tenue le 15 février 2022 est approuvé tel quel.</p> <p><u>Décision n° 2 :</u> L'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes tenue le 28 septembre 2022 est adopté tel quel.</p>
2	<p><u>RÉTABLIR LA CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT</u> (Voir l'onglet 2)</p> <p>Dorothy Eng, directrice générale de Code for Canada fait une présentation sur le rétablissement de la confiance dans le gouvernement avec Louise Reardon, professeure associée, Gouvernance et politique publique, Université de Birmingham, Royaume-Uni.</p> <p>La présentation porte sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi la confiance dans le gouvernement est importante <ul style="list-style-type: none"> ○ De quelle façon se manifestent les problèmes au Canada. ○ De quelle façon se manifestent les problèmes au Royaume-Uni. • Facteurs contributifs • Propositions de pistes de solution pour l'avenir 	<p><u>Mesure de suivi n° 1 :</u> L'ISAC contactera Code for Canada afin d'explorer d'autres possibilités de collaboration avec les conseils mixtes.</p>

Discussion des membres :

- Natasha Clarke (NS) estime que la culture gouvernementale en vertu de laquelle les décideurs politiques sont au centre de tout et où toutes les autres fonctions du gouvernement sont à leur merci présente un défi. Elle recommande la mise en place d'équipes multidisciplinaires pour obtenir des résultats et placer le citoyen au centre des préoccupations. Code for Canada pourrait jouer un rôle dans la promotion d'approches axées sur les citoyens à tous les paliers de gouvernement afin que les hauts dirigeants comprennent mieux le concept d'approche axée sur la personne pour toutes les décisions stratégiques. L'informatique est un élément important et un défi pour les petites administrations. Il faut trouver un équilibre en amenant ces organisations à réaliser qu'elles constituent un élément de l'économie et non l'économie en entier. Tout revient à des approches et des résultats axés sur les citoyens.

Laura Chang (Code for Canada) répond que son organisation s'adresse souvent aux dirigeants du secteur public en ce qui concerne les politiques et les questions connexes et qu'elle se réjouit de pouvoir collaborer avec les Conseils pour continuer à sensibiliser les intervenants et à défendre la conception axée sur les citoyens au sein du gouvernement.

Dorothy Eng (Code for Canada) ajoute que d'autres mesures sont à venir, Code for Canada ayant mené des recherches auprès des utilisateurs et déterminé les principaux thèmes liés aux politiques et à la gouvernance. Le secteur de l'informatique est un gros employeur, une partie importante de la communauté de pratique, surtout dans le cas des petites administrations. Il faut donc trouver des façons de travailler avec ce secteur et de l'amener à participer à la discussion sur la gouvernance et le partage des données, de façon à ce que nous poursuivions tous un objectif commun.

- CJ Ritchie (BC) recommande que Code for Canada relève le défi que représente la sensibilisation des dirigeants gouvernementaux en ce qui a trait à la conception et à la TI axées sur la personne. Les hauts fonctionnaires doivent tenir compte de l'informatique, car cette composante est très importante pour une conception axée sur les citoyens. Dans le contexte gouvernemental, on veut une conception axée sur l'utilisateur, mais il n'y a pas d'investissement en informatique. CJ est d'accord pour que la prestation de services soit axée sur l'ouverture, la fiabilité et la transparence, de façon à avoir une incidence et à susciter la confiance. Elle suggère aux gouvernements d'utiliser la confiance numérique qui s'est accrue pendant la pandémie de la COVID-19. Elle aimerait savoir si, dans le cadre de leurs recherches, les dirigeants ont constaté une différence dans l'expérience et la confiance des citoyens en matière de temps de réponse en cas de situation d'urgence, plus précisément ce que les citoyens ont perçu et ce dont ils avaient besoin, ainsi que le rôle joué par le gouvernement pour faire face à une situation d'urgence.

Dorothy Eng (Code for Canada) répond qu'il est important de faire la distinction entre la confiance dans le gouvernement (les politiciens) et la confiance dans le secteur public. Pendant la pandémie, l'agilité du secteur public, qui a su réagir, adopter de nouveaux modes de prestation de services et créer de nouveaux services pour répondre rapidement aux besoins des citoyens, a été saluée. Il se pourrait que la méfiance et l'opinion défavorable à l'endroit du gouvernement visent davantage les politiciens. Il y a deux possibilités : la confiance dans le secteur public est élevée, alors que la confiance dans le gouvernement est faible. Tout ça peut varier, les données saisies sont généralement des instantanés, elles ne remontent pas en arrière, ce changement se produit et il y a des fluctuations dans l'opinion publique.

Lousie Reardon (Université de Birmingham) ajoute que la confiance dans le numérique et le recours au numérique étaient élevés au Royaume-Uni lorsque le mandat du gouvernement était clair, que le message était transmis et répété et que les gens pouvaient constater la conformité. Le problème venait du système de

	<p>suivi, qui était très coûteux, posait de nombreux problèmes, était lent et faisait les manchettes pour de mauvaises raisons.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ann Dolan (NB) fait remarquer qu'il a été bénéfique pendant la pandémie que d'autres ministères soient impliqués et qu'ils aient pu compter sur des équipes multidisciplinaires de diverses administrations aux niveaux fédéral et provincial. En ce qui concerne les salaires, les gens étaient autrefois d'avis que le gouvernement payait bien et offrait de bons avantages et une bonne pension. Elle demande si Code for Canada a envisagé de faire des recherches sur le coût de la propriété et le cycle des RH : coût du recrutement, de l'affectation, de la formation, de l'assurance, et peut-être que quelque chose pourrait être changé pour que les gens cessent d'avoir l'impression que le gouvernement ne paie pas bien. <p>Laura Chang (Code for Canada) est d'accord et considère que le talent numérique est un autre problème, car les gouvernements ne peuvent pas rivaliser avec le secteur privé dans les domaines de l'informatique et de la technologie. Dans leurs efforts de recrutement, il y a un équilibre lorsque les gens sont très talentueux et expérimentés, qu'ils veulent utiliser leurs compétences pour un changement significatif et qu'ils sont prêts à accepter un salaire décent, mais pas le plus élevé. Comment y arriver?</p> <ul style="list-style-type: none"> Dafna Carr (ON) se demande comment établir un lien entre ce qui se passe dans le domaine de la prestation de services et le secteur public et comment attribuer la situation au fait que personne ne fait confiance au gouvernement lorsque la prestation de services quantifiable semble bonne. <p>Dorothy Eng (Code for Canada) répond que le défi réside dans le fait que les résidents considèrent le gouvernement comme une entité massive du point de vue de l'utilisateur, ils ne savent pas ou ne se soucient pas de savoir s'il s'agit d'une entité fédérale, provinciale ou municipale. Ce qui les intéresse, c'est de savoir où se présenter ou combien de temps il faut pour obtenir un service. Les citoyens ne savent pas nécessairement pas quel ordre de gouvernement fournit quels services. Les trois ordres de gouvernements doivent travailler ensemble. C'est l'incapacité à faire le lien entre l'origine du service et la façon dont il est reçu.</p> <p>Dafna Carr (ON) ajoute que cela devrait être quantifiable, par le biais de sondages et de données probantes. Il est utile d'avoir une déclaration générale sur la confiance. Elle estime qu'il devrait y avoir une sensibilisation à tous les niveaux en ce qui concerne la confiance dans le gouvernement, y compris le gouvernement mondial, ce qui se passe dans le monde et la position du Canada.</p> <p>Louise Reardon (Université de Birmingham) répond que le problème comporte deux volets au Royaume-Uni : 1. La confiance dans les services est plus faible si vous n'utilisez pas le service; si vous utilisez le service, vous êtes plus satisfait et lui faites confiance. 2. Il s'agit d'un problème classique lorsque les fonctionnaires veulent fournir des services tout en ayant à rendre des comptes aux politiciens, de sorte qu'ils sont responsables de la prestation dans le cadre de leur mandat. Le problème vient du fait que lorsque le mandat est modifié ou que les politiciens font des choses qui ne sont pas considérées comme moralement ou politiquement acceptables, cela affecte négativement la perception du service dans l'institution en général. On sent que le gouvernement et les politiciens augmentent les attentes par rapport à ce que les services peuvent fournir, mais lorsque le secteur public n'est pas en mesure d'offrir les services en raison du manque de ressources ou de capacités, ou pour d'autres raisons, il s'ensuit un cercle vicieux. Il y a un travail à faire autour de la gestion politique autant que possible et dans les rangs supérieurs pour gérer les attentes politiques en matière de services pouvant être fournis et les ressources nécessaires pour fournir ces services.</p>	
--	--	--

	<p>Laura Chang (Code for Canada) ajoute qu'il y a une nuance importante à faire : Il y a des domaines où la qualité de la prestation de services est exceptionnellement élevée et cette situation devrait être soulignée. L'une de ses tâches consiste à faire de la sensibilisation et à établir des scénarios pour l'organisation. Une de ses constatations : le gouvernement n'est pas très doué pour se vanter quand il fait bien les choses.</p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie déclare que certaines des discussions et des questions posées à la fin de la présentation sont révélatrices en ce sens qu'il y a une nuance dans le cas des fournisseurs de la TI, et que l'on doit reconnaître que certains des grands fournisseurs sont importants pour l'écosystème économique des administrations. Cela aurait de l'importance pour la classe politique. Il en va de même pour ce qui est de la nuance associée aux secteurs d'innovation dans les endroits où règne la confiance avec une valeur élevée pour l'expérience du service. Code for Canada pourrait servir d'outil de sensibilisation et de promotion quant à ce que font les membres des conseils mixtes collectivement. Il est important d'en parler, sinon il devient facile pour un politicien de dire que tout ça est bien beau, mais que ça ne s'applique pas à toutes les administrations. Si on en parle, cela donne de la crédibilité au message, et c'est important pour cette Table. • James Gilbert (EDSC/Service Canada) fait remarquer que la franchise serait bien accueillie au niveau de la haute direction en ce qui concerne l'accent mis sur le numérique. Il commente les politiques, la classe politique et le message. Il estime qu'il y a un lien entre les politiques, le service et l'informatique. EDSC est responsable de programmes statutaires, dont l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada, qui sont en place depuis de nombreuses années. Chaque gouvernement et chaque parti politique successifs veulent améliorer ces programmes. Or, une telle amélioration accroît la complexité des politiques et la situation se complique lorsque les services deviennent numériques, car il faut alors adapter et superposer les changements aux anciens systèmes de l'organisation. Il serait utile de tenir compte non seulement de l'aspect numérique, mais également de l'aspect politique. <p>Laura Chang (Code for Canada) répond que Louise a parlé, dans la présentation, de la modernisation d'une machine qui date d'un siècle; il y a donc plusieurs couches. On le voit également dans le secteur privé : les très grandes entreprises qui existent depuis longtemps ont les mêmes problèmes, elles sont construites sur certaines plateformes et infrastructures. Pour mieux servir leurs clients, elles doivent revenir en arrière et adapter le fonctionnement de l'informatique à l'aspect commercial. Le problème est le même dans le secteur public. Ce n'est pas un défi simple, tout le monde doit mettre la main à la pâte : la classe politique, les administrations, le secteur privé et d'autres intervenants, parce que s'il y a une faiblesse quelconque, tout risque alors de s'effondrer.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mark Burns (Yukon) fait remarquer que la présentation faisait allusion au fait que la dépendance à l'égard des fournisseurs externes et des entrepreneurs constitue un facteur contribuant à l'érosion de la confiance dans le gouvernement. Code for Canada pourrait vouloir examiner les façons dont les gouvernements utilisent les services de fournisseurs plutôt qu'une déclaration sur l'utilisation des fournisseurs ou des entrepreneurs comme un facteur qui mine la confiance dans le secteur public. Les membres se demandent comment on gère ces fournisseurs, en quoi consiste la vision, qui est responsable, comment la direction fait avancer les choses. Si un contrat est nécessaire, on peut utiliser ces talents, l'innovation est une utilisation légitime des fonds publics pour faire et obtenir des choses. On doit examiner notre façon de travailler avec les fournisseurs plutôt que le concept du recours à des fournisseurs pour nous assurer de bien faire les choses. <p>D'après Laura Chang (Code for Canada), l'aspect clé à retenir est la « dépendance » envers les fournisseurs. Il n'est pas mauvais de faire appel à des fournisseurs dans le domaine de la technologie, on ne devrait pas se passer de leurs services, mais il est important de savoir comment ils sont gérés. Or, a-t-on le talent et</p>	
--	--	--

	<p>l'expérience nécessaires en interne pour gérer, diriger et orienter les fournisseurs d'une manière qui soit dans l'intérêt public, pour le bien public.</p> <ul style="list-style-type: none"> Adrian Poveda (BC) estime que la Colombie-Britannique a intérêt à faire preuve de transparence dans le cadre du processus d'approvisionnement. Les citoyens font des comparaisons avec le secteur privé, nous pouvons donc exploiter son expertise et prendre de l'expansion en utilisant ses modèles d'affaires. L'ampleur des contrats et les montants sont importants, mais cela se traduit par des économies importantes pour la population. Dan Batista (ISAC) fait remarquer que la plupart des données fournies par les présentatrices correspondent aux résultats des recherches menées par l'ISAC. Il existe une distinction entre l'évaluation de la réputation, de la satisfaction et de la confiance dans les institutions du secteur public et la mesure de ce qui se passe au niveau politique. Il est important de constituer des équipes agiles avec la bonne combinaison de personnes. L'obstacle est la réalité du modèle de gouvernement de Westminster, qui est en train de rattraper son retard. Il s'agit de savoir quelle est l'adéquation de ce rôle et comment apporter les compétences nécessaires à l'accomplissement du travail. Ce point pourrait faire l'objet d'une nouvelle discussion. Mark Burns remercie Dorothy et Louise pour leur excellente présentation et pour le temps qu'elles ont consacré à cette tâche. Il appuie les commentaires sur la promotion, la sensibilisation, l'aide à la modernisation de la réflexion sur la prestation de services, la conception centrée sur la personne et le rôle de l'informatique, autant d'éléments essentiels au travail des Conseils. 	
3	<p><u>PROGRAMME DE CONFIANCE ET D'IDENTITÉ NUMÉRIQUES</u> <i>(Voir les onglets 3A à 3C)</i></p> <p>Natasha Clarke (coprésidente de l'équipe SWAT du programme d'identité numérique) et Peter Watkins (directeur du programme d'identité numérique pancanadien et coprésident de l'équipe SWAT) proposent un plan visant à établir et à gérer un bureau pour le programme pancanadien de confiance et d'identité numériques (DTI), qui fera progresser les objectifs de confiance et d'identité numériques des Conseils.</p> <p>Le bureau du programme DTI planifiera, facilitera, mettra en œuvre et assurera une capacité coordonnée et une collaboration entre les administrations membres en vue de la poursuite d'objectifs communs. La création d'un bureau du programme DTI marque une étape importante dans l'engagement des Conseils à accélérer la transformation numérique du Canada pour mieux servir les citoyens et les entreprises.</p> <p>Les membres sont invités à examiner les trois recommandations suivantes.</p> <p>A) Trois composantes afin d'appuyer la création d'un bureau du programme de confiance numérique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Secrétariat et Communications FPT 2. Soutien à la collaboration harmonisée des équipes gouvernementales de mise en œuvre 3. Soutien préliminaire pour les administrations de petite et de moyenne taille <p>B) Les éléments de chaque composante</p> <p>C) L'approche pour la distribution des niveaux de financement requis</p> <p>Natasha Clarke remercie Peter et son équipe d'avoir déterminé tous les éléments et élaboré une proposition. Il est maintenant possible de voir les résultats escomptés, ce n'est plus une question de concept. Les équipes qui effectuent ce travail dans diverses administrations, qu'il s'agisse de spécialistes de l'identité numérique (JEDI) ou</p>	<p><u>Décision n° 3 :</u></p> <p>Les membres ont donné leur accord de principe en vue de la création d'un bureau du programme de confiance numérique :</p> <p>A. Trois composantes</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Secrétariat et Communications FPT. 2. Soutien à la collaboration harmonisée des équipes gouvernementales de mise en œuvre. 3. Soutien préliminaire pour les administrations de petite et de moyenne taille. <p>B. Les éléments de chaque composante.</p> <p>C. Les niveaux de financement requis pour chaque composante.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 2</u></p>

	<p>d'autres personnes, ont besoin de notre soutien pour faire progresser l'identité numérique. Les membres de chaque administration ont un rôle à jouer pour mettre en place la technologie permettant de faire progresser l'identité numérique. Comme l'a fait remarquer Peter Watkins, ce travail porte sur une approche pancanadienne axée sur les citoyens. Il est nécessaire de créer une équipe de soutien dans le cadre du programme d'identité numérique au sein de l'ISAC. Un soutien supplémentaire est nécessaire, car les personnes qui y travaillent sont au maximum de leurs capacités.</p> <p>En tant que leaders dans ce domaine, les membres du Conseil doivent venir en aide à leurs équipes. En Nouvelle-Écosse, le meilleur résultat est la confiance. Il s'agit de l'amélioration du service, ce qui est fondamental en tant qu'utilisateurs de services, mais les membres doivent être conscients et attentifs à un autre aspect : en tant que fonctionnaires, nous devons protéger les citoyens et nous sommes responsables du bien public et de la sécurité publique. Il s'agit maintenant d'une question de sécurité publique, de cybersécurité, et nous avons du travail à faire pour protéger les Canadiens, pour poursuivre sur notre lancée et évoluer. L'évolution est importante et nous devons nous y attarder. Le gouvernement a un rôle à jouer en tant que créateur de valeur pour l'économie numérique. Il y a des répercussions et des avantages qui pourraient découler de la création et de la mise à disposition de justificatifs numériques fiables pour les citoyens. C'est une étape importante pour les membres du Conseil.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dafna Carr (ON) souligne la nécessité d'examiner le contenu du travail et non la méthode de travail, mais il est également important de comprendre la méthode de travail, particulièrement en ce qui concerne ce que nous devons faire pour préparer la classe politique et veiller à ce qu'il y ait du matériel et des communications disponibles à chacune des différentes phases. Il s'agit là d'un élément très important. Dafna fait part de son soutien, sachant que Rob Devries fait partie des JEDI et autres, et qu'il y a de nombreux changements en cours en Ontario. L'engagement de l'Ontario ne faiblit pas et, avec Mohammad Qureshi en tant que membre du CDPISP et d'autres personnes, on aimerait comprendre comment contribuer davantage à ce travail. • Dave Heffernan (NL) affirme que sa province, en tant que petite administration, aimerait contribuer et travailler avec les grandes administrations. Leur ministre s'est engagé à diriger la mise en place des justificatifs numériques, il y est très favorable et il est d'accord avec tout ce qui est proposé. Au cours de ses dix années de participation à la Table, il a vu plus de progrès sur le front de l'identification numérique depuis l'arrivée de Peter Watkins que par les années passées. Félicitations à Peter et à l'équipe de JEDI. Les petites administrations n'ont pas la capacité, les compétences ou le personnel pour tout faire. • Linda Maljan (NT) représente le volet prestation de services pour les Territoires du Nord-Ouest. L'inclusion des petites administrations, leur prise en compte dès le début et leur articulation ici sont appréciées. Le prix à payer est peu élevé en ce qui concerne le plan général. Les Territoires du Nord-Ouest apportent leur soutien total en matière de prestation de services. • Mark Burns (YT) fait remarquer que, du point de vue du Yukon, c'est un bon travail compte tenu du chemin parcouru et de ce qui sera accompli. Toutes les administrations ont pris note de la liste des choses à faire et réfléchissent à la façon dont elles peuvent parvenir à leurs fins d'une manière qui fonctionnerait avec toutes les autres administrations du pays. Cette approche a beaucoup de valeur, et elle ne dicte pas la solution. Elle constitue la poussée nécessaire pour que tout le monde s'engage. Où qu'ils soient dans leur parcours, les membres peuvent suivre l'évolution de la situation. Mark apprécie l'effort et nous appuie. 	<p>La direction de l'ISAC et du programme d'identification numérique passera aux prochaines étapes de la création du bureau du programme de confiance numérique pancanadien. L'équipe SWAT rendra compte aux Conseils mixtes des progrès réalisés.</p>
--	---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Mohammad Qureshi (ON) appuie cette approche. Ses collègues et lui réfléchiront à la manière d'appuyer ces efforts. De nombreux progrès ont été constatés au cours des 12-18 derniers mois grâce au leadership de Peter et aux JEDI. Mohammad aimerait obtenir des précisions sur les résultats escomptés grâce à l'argent investi. Il recommande d'être très clair sur les objectifs poursuivis d'ici 6 ou 12 mois, afin que tous puissent avancer ensemble. On doit veiller à ce que tout le monde soit sur la même longueur d'onde, car il est parfois difficile d'obtenir l'adhésion des politiciens. • Natasha Clarke (NS) fait remarquer, en tant que DPI, que la Nouvelle-Écosse apprécie l'utilisation du modèle connu, c'est-à-dire l'ISAC, pour l'approche de financement. L'estimation pour la province est raisonnable, et celle-ci investit dans l'identité numérique. Les résultats escomptés doivent être clairs, mais elle est prête à engager les fonds. Le travail doit se poursuivre, les messages clés émanant du ministre ou des séances d'information avec les commissaires à la protection de la vie privée sont appropriés. Il s'agit d'une évolution des Conseils, qui passent du partage d'information à la mise en œuvre concrète, c'est ce qui est logique, et la province s'engage à faire ce qu'il faut par la suite. • Paul Wagner (SCT) fait remarquer que le gouvernement du Canada appuie entièrement le financement prévu. Le modèle d'Équipe Canada est excellent. Nous avons le moyen de démontrer aux SM et aux ministres comment nous servons les Canadiens, quelle que soit l'administration, et comment cela pourrait fonctionner à l'échelle intergouvernementale, y compris dans le cas des municipalités. Il s'agit d'un modèle sur la façon dont nous pouvons progresser en vue de l'amélioration des services. Cela nous donne la possibilité d'en parler en tant que service public pour les Canadiens. Le cadre mis en place par Peter et l'équipe SWAT, qui comporte trois piliers de travail, est simple. Cela nous aide à motiver le gouvernement fédéral, car nous devons prêcher par l'exemple en termes d'identité numérique/de justificatifs numériques. C'est le mandat de nos ministres d'un point de vue fédéral, mais il y a de nombreux intervenants au sein des ministères fédéraux qui doivent s'harmoniser du point de vue de la direction. Cette proposition permettrait de montrer aux SMA et aux SM de l'écosystème ce que font les Conseils au niveau national. • Silvano Tocchi (ARC) s'attendait à voir quelque chose en lien avec l'approche standard, la discussion ayant été positive au cours des dernières années quant à l'utilité de la collaboration, du partenariat et de l'intégration. Est-ce que la philosophie a changé? <p>Peter Watkins (directeur du programme d'identité numérique pancanadien) répond que des discussions sont en cours quant à la façon d'assurer la compatibilité. Beaucoup de gens font référence aux normes, qui sont nombreuses, mais les équipes travaillant sur l'identité numérique en sont conscientes. L'important est que tout fonctionne de manière compatible, pour l'ensemble de l'économie. L'interopérabilité est un terme technique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke (NS) fait remarquer que des discussions sont en cours également en ce qui concerne les principes clés. C'est un problème complexe, et la situation évolue. Ce travail de normalisation a été mûrement réfléchi. Cela fait partie du travail de l'équipe, et les membres apprennent au fur et à mesure. Le Cadre de confiance pancanadien (CCP) a été testé avec la preuve de vaccination. La Colombie-Britannique, le Québec, l'Ontario et d'autres administrations sont en train d'effectuer des tests de manière plus approfondie, mais il y a du travail à faire sur les principes, car on doit commencer à les établir. Une partie du recrutement d'une équipe consiste à réfléchir à ces principes et à définir les normes appropriées au bon moment. Une fois que l'équipe aura été constituée, les fournisseurs seront gérés de manière appropriée. Il y a du travail à faire au fur et à mesure que la situation évolue. La norme exige un travail rigoureux, mais elle est nécessaire. • Liz Byrne-Zwicker (NB) déclare que le Nouveau-Brunswick appuie l'identité numérique et comprend l'importance de celle-ci, mais que l'identité numérique n'est pas une priorité pour son gouvernement cette 	
---	--

année. La haute direction déterminera plus tard le niveau de participation de la province et apprécie le fait que les autres provinces aillent de l'avant.

- Mohammad Qureshi fait remarquer qu'il serait utile de comprendre la vision à long terme de cette équipe au moment où on commence à la constituer au sein de l'ISAC afin d'appuyer le travail lié à l'identité numérique. Il serait également utile de connaître les compétences requises et de comprendre l'objectif à long terme d'être une organisation accréditée, de façon à ce que nous puissions commencer à constituer ces équipes pour qu'elles accomplissent leur travail. Il serait bon d'avoir une organisation ou un endroit vers lequel se tourner pour aider à guider la conversation dans toutes les administrations. Il y a un certain travail qui se fait dans le cadre du Conseil de gouvernance numérique et d'autres entités qui s'occupent de normes et d'accréditation, mais il serait utile de comprendre le travail qui se ferait par le biais de l'ISAC, les investissements effectués et de quelle façon ces investissements contribuent à nos objectifs.

Natasha Clarke répond que la première chose à faire est de mettre en place une équipe afin de commencer à tracer la feuille de route pour l'avenir. Elle apprécie les commentaires des membres relativement à la proposition. En s'intégrant à l'ISAC, en tant que plateforme juridique indépendante du CPSSP et du CDPISP, l'équipe pourra jouer un rôle de rassembleur afin de réunir les intervenants appropriés (comme le CCIAN, le Conseil de gouvernance numérique, le secteur privé et d'autres). À l'heure actuelle, les conseils ne disposent pas du mécanisme nécessaire pour organiser ce type de réunion à l'échelle pancanadienne.

- Jackie Stankey (AB) rendra compte à ses supérieurs. Alors que la province se prépare en vue du Forum des ministres et sous-ministres sur la cybersécurité et l'identité numérique, elle se demande comment on pourrait inclure ce programme dans les discussions sur l'infrastructure de sécurité publique, compte tenu de la fréquence des cyber incidents géopolitiques. Il s'agirait d'un élément fondamental pour que toutes les administrations soient protégées contre les cyberattaques à l'avenir et cela figurerait sur leur feuille de route.

CJ Ritchie (BC) répond que l'équipe mise sur pied tiendra compte des priorités établies par les ministres et les sous-ministres en matière de confiance numérique et de cybersécurité. En Colombie-Britannique, il est question d'utiliser conjointement la confiance numérique et la cybernétique. Le modèle prévoit quelques options, et certaines administrations ont exprimé leur soutien pour aller de l'avant. L'équipe SWAT doit savoir si certains membres n'arrivent pas à se décider sur le modèle, le budget ou les deux. Étant donné que les ministres se réuniront bientôt pour parler de ces objectifs, nous devons avoir une compréhension claire de ce que signifie le soutien, du modèle que vous appuyez et si vous pouvez vous engager, du point de vue de votre administration, à la fois sur le modèle et sur les coûts associés. Pour ce qui est de la Colombie-Britannique, la province appuie pleinement ce plan, tout comme d'autres grandes administrations.

- Jonathan Kelly (QC) fait remarquer qu'il s'agit d'une occasion unique. Au Québec, il y a urgence en matière de cybersécurité et la province estime que l'identité numérique est une pierre angulaire pour améliorer la sécurité des Canadiens. Cette possibilité ne durera pas longtemps et elle pourrait disparaître dans les mois à venir. Le moment est venu d'agir et de faire avancer le dossier.
- Dafna Carr (ON) demande des éclaircissements sur les accords de contribution. Elle aimerait, plus précisément, savoir s'ils font référence aux ETP que les membres pourraient financer ou aux ETP qui sont déjà financés. Cette précision est importante dans le cas des grandes administrations, car elles ont eu des problèmes par le passé avec l'augmentation des cotisations des membres et le gouvernement de l'Ontario n'était pas content de ne pas voir la valeur de cette contribution.

	<p>Natasha Clarke répond qu'il y aurait une limite pour le financement et les éléments qui seraient en nature. En ce qui concerne les ETP, il y a eu d'autres modèles par le passé, comme le rôle de Peter, en tant que personne affectée à l'ISAC. Il y aura une combinaison de financement pour acheter des licences et autres choses et des talents ayant accès à l'organisation de chaque membre, avec des personnes expérimentées qui comprennent l'identité numérique.</p> <p>Dan Batista (ISAC) ajoute qu'il reste de nombreux détails à régler. En tant qu'organisation à but non lucratif de droit fédéral, des accords de contribution peuvent être mis en place. On déterminera s'il s'agit d'un élément monétaire ou si une contribution en nature peut également être utilisée. On pourrait utiliser l'approche actuelle en matière de cotisations ou des accords de contribution combinés à une augmentation des cotisations. Dan suggère d'examiner les mécanismes utilisés par chaque administration (p. ex., Échanges Canada, qui affecte des fonctionnaires fédéraux à des organismes sans but lucratif). Il y a différentes façons de procéder, et elles seront toutes prises en considération par l'ISAC – la flexibilité sera de mise.</p> <p>Motion proposée par Harry Turnbull (MISA Ontario) :</p> <p>A. La nécessité des trois composantes d'un bureau du programme de confiance numérique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Secrétariat et Communications FPT 2. Soutien à la collaboration harmonisée des équipes gouvernementales de mise en œuvre 3. Soutien préliminaire pour les administrations de petite et de moyenne taille <p>B. Les éléments de chaque composante</p> <p>C. L'approche pour la distribution des niveaux de financement requis</p> <p>Proposition appuyée par Paul Wagner</p> <p>Vote par les administrations : Yukon : Mark Burns; Colombie-Britannique : CJ Ritchie; Terre-Neuve-et-Labrador : Dave Heffernan; Territoires du Nord-Ouest : Linda Maljan; Ontario : Dafna Carr; Nouvelle-Écosse : Natasha Clarke et Gillian Latham; Nouveau-Brunswick : Judy Ross; ISDE : Shaifa Kanji; MSDO : Shelley Darlington et Michelle Orth; Alberta : Jackie Stankey; Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada : Paul Wagner; Manitoba : Jean-Paul Fradette; Québec : Jonathan Kelly; Île-du-Prince-Édouard : Tracy Wood.</p> <p><i>(Absents) Nunavut et Saskatchewan.</i></p> <p>Natasha Clarke remercie tous les membres pour leur soutien. C'est une étape importante pour les membres du Conseil, et nous nous féliciterons plus tard d'avoir décidé d'aller de l'avant.</p>	
4	<p><u>TABLE DES SM FPT SUR LA COLLABORATION EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES</u> <i>(Voir l'onglet 4)</i></p> <p>James Gilbert (EDSC/Service Canada) estime que la réussite du programme d'identité numérique des Conseils mixtes pour faire avancer le dossier de l'identité numérique réside dans la collaboration plus étroite entre les Conseils mixtes et les nouvelles Tables des SM et des ministres sur l'identité numérique et la cybersécurité qui dirigeraient et parraineraient ce travail.</p> <p>EDSC et la Colombie-Britannique (Sheila Robinson) se partagent le rôle de Secrétariat de la Table FPT des SM sur la collaboration en matière de prestation de services et cherchent à renforcer le lien entre le travail des Conseils et la Table des SM.</p>	<p>Mesure de suivi n° 3 : La Colombie-Britannique partagera avec le Secrétariat de la Table des SM FPT sur la collaboration en matière de prestation de services le matériel préparé en vue de la réunion de novembre des SM et en vue de la réunion de janvier des ministres.</p>

Voici un résumé des points à l'ordre du jour de la réunion de l'automne prochain de la Table des SM FPT :

- Le 17 octobre 2022 : Présentation du Manitoba sur la visualisation des données et l'intelligence artificielle, suivie d'une discussion sur le programme d'avenir stratégique de la Table des SM.
- Le 7 décembre 2022 : Présentation de Potentiel NB sur les canaux de prestation de services et de l'ARC sur ses travaux d'automatisation des processus robotiques.

L'agenda stratégique de la table des SM sera revu et confirmé lors de la réunion d'octobre, en fonction des nouvelles tables des ministres et des SM sur la cybersécurité et l'identité numérique. Avant ces deux nouvelles tables, la Table des SM sur la collaboration en matière de prestation de services avait deux grandes priorités : cybersécurité et identité numérique. Avec les nouvelles tables, il faudra coopérer et éviter de dupliquer les efforts. Ce point fera l'objet d'une discussion dans le cadre de la réunion du 17 octobre de la Table des SM FPT sur la collaboration en matière de prestation de services. Les autres priorités de la Table des SM FPT concernent le recrutement et la rétention du personnel, l'expérience client, la simplification des services et le travail sur les données.

Discussion des membres :

- Sheila Robinson (BC) ajoute que la Table des SM envisage de travailler avec les membres des Conseils mixtes, afin de confirmer que les priorités établies sont les bonnes et que les membres appuient ces priorités, ou de permettre aux membres de lui indiquer s'il manque quelque chose. Les priorités de la Table sont la cybersécurité, la dotation en personnel, l'identité numérique, l'expérience client, la simplification des services et les données.
- CJ Ritchie (BC) indique que les DPI discuteront des documents provisoires préparés en vue de la prochaine réunion des SM (3 novembre) et de la réunion des ministres (janvier 2023) à Vancouver au cours de la réunion du 29 septembre du CDPISP. Elle suggère de partager ces documents avec le Secrétariat de la Table des SM FPT sur la collaboration en matière de prestation de services. Il existe un chevauchement entre les priorités de la Table des SM FPT sur la prestation de services et les nouvelles tables sur l'identité numérique et la cybersécurité. La Table des SM FPT pourrait peut-être déléguer la responsabilité à la nouvelle table des SM. Il se pourrait qu'on assiste éventuellement à une fusion des conseils mixtes et des tables des SM, qui sont actuellement régis séparément en ce qui concerne la prestation de services et l'identité numérique et la cybersécurité. Une telle mesure serait un signe de réussite. Il y a une harmonisation qui doit se faire.
- Natasha Clarke (NS) déclare que la Nouvelle-Écosse se trouve dans une situation unique puisque son SM a une responsabilité et fait partie de la Table des SM sur la collaboration en matière de prestation de services et de la nouvelle table sur l'identité numérique et la cybersécurité, en tant que champion de l'identité numérique et responsable des services numériques de la Nouvelle-Écosse. L'information circule plus librement, la liste des choses à faire est longue. Elle se réjouit du fait que la Table a établi des priorités et réfléchi à ces questions. En tant que fonctionnaires, nous devons veiller à appuyer le travail et à ne pas dupliquer les efforts.
- James Gilbert répond que le Secrétariat de la Table des SM prendra en considération les suggestions de CJ et de Natasha. Les SM responsables de la prestation de services ont beaucoup de travail passionnant à accomplir, qui ne concerne pas l'aspect numérique. Il y a suffisamment de problèmes à résoudre en termes de service entre les administrations.

5	<p><u>GROUPE DE TRAVAIL SUR LES SERVICES AUX ENTREPRISES</u> (Voir l'onglet 5A)</p> <p>Julie McAuley (ISDE, DGDNI), Kaine Sparks (BC Registries & Online Services) font le point sur l'avancement du projet-pilote sur les justificatifs numériques des services bancaires aux entreprises.</p> <p>Prochaines étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement de propriétaires fonctionnels en vue d'un projet-pilote. • Réalisation d'un projet-pilote avec les entreprises – hiver 2022-2023. • Examen des leçons apprises et des principaux points à retenir dans le cas du projet. • Discussion avec le comité de la direction au sujet des prochaines étapes après le projet-pilote. <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie (BC) estime qu'il y a une bonne harmonisation entre le projet-pilote, le travail sur les justificatifs numériques et la façon dont le prototype a été conçu dans le cas de la confiance numérique en Colombie-Britannique. Au fur et à mesure de l'élaboration du cadre de confiance, les citoyens pourront choisir parmi un écosystème de portefeuilles. Alors que ce prototype est en voie d'élaboration et que l'on recherche le cas d'utilisation associé au cas d'utilisation bancaire, le Groupe de travail sur les services aux entreprises a-t-il envisagé l'utilisation de BC wallet, qui existe déjà, en fonction de l'interopérabilité? Plus les citoyens pourront utiliser des justificatifs numériques et plus la facilité d'utilisation sera grande, plus l'adoption sera grande et plus la mise en œuvre sera facile. Elle ajoute qu'il est très important d'assurer la simplicité. Elle aimerait avoir des détails au sujet des plans d'intégration de la Colombie-Britannique. <p>Kaine Sparks (coprésident du Groupe de travail sur les services aux entreprises) répond qu'ils travaillent en étroite collaboration avec Jillian Carruthers et l'équipe du numérique de la Colombie-Britannique, en ce qui concerne l'adoption du portefeuille et ce qui sera disponible dans toutes les administrations.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kathleen Butler (ARC) demande si les présentateurs peuvent donner plus de détails sur la répartition des types d'entreprises, s'agit-il de petites entreprises, de grandes entreprises, d'industries ou d'un mélange d'entreprises de toutes les tailles et de tous les types? <p>Paul Jackson (SCT) répond qu'ils travaillent avec les banques pour déterminer et identifier les entreprises. L'objectif est de cibler les entreprises déjà enregistrées et non les nouvelles. Les critères seront établis, ils cherchent à faire du recrutement. Il y a des discussions sur le processus de recrutement, mais les entreprises visées sont des petites et moyennes entreprises.</p> <p>CJ Ritchie (BC) pose une question sur les plans concernant la manière dont leur travail s'intégrera à OrgBook BC ou à certains autres actifs numériques qui existent déjà en Colombie-Britannique.</p> <p>Kaine Sparks (coprésident du Groupe de travail sur les services aux entreprises) répond qu'il a été démontré que les justificatifs numériques vérifiés peuvent être délivrés, mais que cela mène à la vision de l'origine de l'OrgBook, à savoir un endroit où afficher ses justificatifs de diverses manières. En tant que groupe, il y a des implications dans la vie réelle pour tous ceux qui vont de l'avant et ils discuteront des prochaines étapes.</p> <p>Julie McAuley (coprésidente du Groupe de travail sur les services aux entreprises) ajoute que le groupe réfléchit actuellement aux prochaines étapes et à la manière de faire avancer la discussion au niveau de la direction dans les mois à venir, en examinant la portée du projet-pilote et le passage d'un projet-pilote à la mise en œuvre, afin de déterminer comment cela fonctionnerait. Les résultats des essais concernant l'expérience</p>	<p><u>Mesure de suivi n° 4A :</u></p> <p>Les coprésidents du Groupe de travail sur les services aux entreprises travailleront avec l'équipe de direction du programme de confiance numérique afin d'appuyer le travail lié aux justificatifs numériques dans toutes les administrations et de l'harmoniser avec le travail concernant l'identité numérique.</p> <p><u>Mesure de suivi n° 4B :</u></p> <p>Les coprésidents du Groupe de travail sur les services aux entreprises présenteront un rapport d'étape sur le projet-pilote des justificatifs numériques dans le cas des services bancaires aux entreprises et le projet-pilote du service national de confiance numérique lors d'une prochaine réunion du conseil mixte.</p>
---	---	--

	<p>utilisateur sont en cours de mise au point, après quoi on pourra établir une orientation. Nous voulons faire en sorte que les entreprises et les particuliers puissent l'utiliser. Il sera très utile de s'appuyer sur les tests de convivialité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie (BC) signale que le groupe est dans une phase de découverte et qu'il n'y a pas encore de prototype. Il est possible de veiller à ce qu'il y ait une harmonisation avec les travaux de l'équipe qui travaille sur le prototype et les actifs numériques qu'elle compte exploiter. <p>Julie McAuley (coprésidente du Groupe de travail sur les services aux entreprises) confirme que le groupe en est à l'étape de la découverte, et elle ajoute qu'il faudra discuter avec la direction en ce qui concerne la capacité d'établir des points de connexion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jonathan Kelly (QC) demande où en est le groupe en termes de planification en ce qui concerne les justificatifs numériques intégrés. Aux fins de la gouvernance, est-ce que les justificatifs numériques intégrés sont attribués ou associés à des particuliers ou est-ce qu'on prévoit des justificatifs intégrés? <p>Kaine Sparks (coprésident du Groupe de travail sur les services aux entreprises) répond que la capacité de faire ce test sera possible dans le cadre du projet-pilote, mais qu'ils émettent actuellement des justificatifs en fonction des registres de la Colombie-Britannique. Le lieu de création de l'entreprise de la Colombie-Britannique et les justificatifs numériques vérifiés sont délivrés en fonction des propriétaires fonctionnels, selon les données du portefeuille, puis par le biais d'un programme d'identité, une personne se voit attribuer des justificatifs propres à la Colombie-Britannique, et il en irait de même pour ses partenaires. Ces services seront disponibles dans les mois à venir.</p> <p>Mise à jour de la présentation sur le projet-pilote du Service national de confiance numérique et du cas d'utilisation de la preuve d'adresse, Ville de Montréal <i>(Voir les onglets 5B et 5C).</i></p> <p>La phase 2 comprend l'essai des principaux cas d'utilisation des justificatifs numériques dans le cadre du projet-pilote du Service national de confiance numérique.</p> <p>Quelles seront les prochaines étapes de ce travail?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire appel à des innovateurs canadiens pour faire évoluer le projet-pilote du Service national de confiance numérique et l'écosystème des justificatifs numériques en général, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le programme Solutions innovatrices Canada (volets des essais) lancera un appel d'offres concernant ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Services de délivrance et de vérification des justificatifs numériques ○ Portefeuilles numériques ○ Registres de confiance ○ Solutions innovatrices Canada : Le défi canadien des portefeuilles numériques universels • Collaborer avec les intervenants des secteurs public et privé pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ Explorer, mettre en œuvre et tester les principaux cas d'utilisation des justificatifs numériques. ○ Faire évoluer l'écosystème des justificatifs numériques. ○ Permettre l'interopérabilité et le soutien mutuel des justificatifs numériques entre les secteurs et les administrations. 	
--	--	--

Discussion des membres :

- Natasha Clarke (NS) indique que les membres des conseils ont pris une décision importante en termes d'investissement dans une équipe. Un travail formidable est accompli en ce moment et l'équipe mérite des félicitations. Que peuvent faire les membres afin d'appuyer le Groupe de travail sur les services aux entreprises et veiller à ce que ce travail et le travail sur l'identité/la confiance numérique dirigé par Peter Watkins soient harmonisés et coordonnés de façon à nous aider à atteindre les objectifs d'un point de vue de l'incidence collective, puisque nous déployons nos ressources limitées de manière concentrée pour résoudre le bon problème.
- Paul Wagner (GC) affirme qu'il y a du travail en cours dans chaque administration et qu'il faut comprendre qui fait quoi. L'équipe qui sera mise sur pied pour la confiance numérique devra s'en assurer et en rendre compte aux membres. Félicitations au Groupe de travail sur les services aux entreprises, qui a participé à cette initiative, et qui a partagé le travail. Du point de vue de la transparence, de nombreux intervenants sont engagés dans ce dossier, mais ils doivent travailler ensemble. L'équipe mise en place pour l'identité numérique stimulera cette démarche. Nous commençons ce travail, et nous avons un mandat clair pour le faire.
- CJ Ritchie (BC) est heureuse de constater que le travail commence à s'harmoniser et à garantir qu'une équipe se consacre aux objectifs stratégiques que nous essayons d'atteindre, alors que les équipes de chaque administration poursuivent la modernisation numérique dont nous avons besoin. On doit assurer l'interopérabilité et l'harmonisation de tout ce travail. Dans la présentation, il a été question des normes et du fait que le Conseil canadien des normes examinera les normes requises. Les membres doivent être conscients du rôle que jouent les administrations et de la souveraineté dont elles disposent en tant qu'entité qui émettent et vérifient des pièces d'identité et doivent faire preuve de prudence à cet égard, car une harmonisation est nécessaire. Nous ne voulons pas dupliquer les efforts. Le premier critère est le domaine de travail de l'équipe horizontale quant à la meilleure façon de s'harmoniser et de veiller à ce que ce que nous voulions réaliser, en termes d'objectifs stratégiques pour un cadre pancanadien d'identité et de confiance numérique, est fait.
- Paul Wagner (GC) ajoute qu'il incombe à l'équipe d'identité numérique/SWAT de prendre conscience de la situation et de dresser une liste de qui fait quoi dans ce contexte d'identité numérique. Ensuite, il s'agit d'informer les membres au sujet du projet-pilote sur la confiance numérique, lié aux portefeuilles numériques. Nous apprenons quel type d'harmonisation est possible, puis nous commençons à combiner les ressources pour obtenir des résultats plus rapidement.
- Jonathan Kelly (QC) déclare que la Ville de Montréal montre pourquoi les membres sont sur la bonne voie. Il est ravi de voir les cas d'utilisation réels dans la présentation en termes de valeur que l'identité numérique apporte aux différentes administrations et aux différents ordres de gouvernements, mais cela souligne également les responsabilités des membres en tant que fonctionnaires, en ce qui concerne le fardeau fiscal des citoyens. Il est bon d'avoir une démonstration de faisabilité, mais les membres doivent collaborer entre eux et être au courant de ce qui se passe, avant de payer deux ou trois fois pour la même chose à chaque ordre de gouvernement. Nous devons savoir quand unir nos efforts et créer une synergie, car il y a des problèmes de talents dans le secteur informatique, et nous ne pouvons pas nous permettre de partir de rien. C'est difficile au sein des administrations, en raison du manque de communication entre les ministères. Nous devons trouver le moyen de créer une communauté de pratique dans toutes les administrations, à tous les niveaux de gouvernement, dans l'ensemble du Canada, sur cette question, afin de nous assurer d'être aussi efficaces que possible à l'avenir et de ne pas perdre notre élan.

	<ul style="list-style-type: none"> Paul Wagner (GC) estime qu'on doit établir un niveau de confiance informel au sein de l'écosystème. Si une administration fait quelque chose qui répond aux normes, une autre administration peut s'en servir et aller de l'avant, sans avoir à faire de test ou à refaire la même chose. La marque est le gouvernement du Canada, l'Équipe Canada, alors que nous allons de l'avant. Il y a des discussions sur la pénurie actuelle de talents, et Catherine Luelo parle souvent d'une pénurie de 30 %. Si les membres établissent des priorités et réaffectent les ressources dans des domaines qui servent plus d'un secteur vertical, il n'y aura pas de pénurie; il y a un problème de priorisation et les membres ont la possibilité d'en tenir compte. Natasha Clarke (NS) suggère que l'équipe pancanadienne de l'identité numérique travaille de manière ouverte, en bloquant et en partageant ce qu'elle fait, en étant aussi transparente que possible. Il serait difficile de rester au courant de tous les comités. Dans certains cas, cela peut donner lieu à des critiques, mais cela peut aussi aider les autres à prendre connaissance du travail et à voir l'harmonisation qui se produit. 	
6	<p><u>GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LOGICIELS OUVERTS</u> (Voir les onglets 6A et 6B)</p> <p>Guillaume Charest et Bianca Tomazeli, coprésidents du Groupe de travail sur les logiciels libres des Conseils mixtes, donnent un aperçu du projet lié au travail en cours pour élaborer du matériel d'apprentissage sur l'utilisation de logiciels libres dans le secteur public. Guillaume fait savoir qu'un contrat a été attribué à Open North, une mesure approuvée par les Conseils mixtes, en vue de l'élaboration du matériel d'apprentissage.</p> <p>Il s'agit de matériel d'apprentissage destiné à des membres de la direction et à un auditoire non initié et qui portera sur l'utilisation des logiciels libres et des meilleures pratiques connexes, les contributions à des projets tiers et la publication de codes sources appartenant au gouvernement. On sollicitera les commentaires des membres sur les progrès accomplis, afin de permettre au groupe de poursuivre avant de terminer le produit livrable.</p> <p>Steven Coutts et Matthew Claudel, d'Open North, donnent un aperçu du matériel de cours.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Dave Heffernan (NL) remercie tous ceux qui ont contribué à l'élaboration du matériel d'apprentissage. Comme il s'agit d'une petite administration, il n'y a pas grand-chose sur les logiciels libres, mais Dave aimerait trouver une façon d'aider son équipe à se familiariser davantage avec la question. Ce travail constitue un pas en avant pour les petites administrations. Linda Maljan (NT) est satisfaite du matériel d'apprentissage élaboré par le groupe et le consultant. Les Territoires du Nord-Ouest ont un membre au sein de leur équipe qui pourrait contribuer à ce travail. Ce matériel sera très utilisé à l'avenir. Or, les Territoires du Nord-Ouest ne sont pas prêts, mais Linda a hâte de mettre en œuvre un tel projet pour améliorer la culture technique dans l'ensemble de l'organisation et au sein des équipes. Jonathan Kelly (QC) estime qu'il est plus pertinent que jamais de parler des logiciels libres. Il se demande de quelle façon le nuage est intégré à un tel système. La plupart des architectures en nuage fonctionnent avec des logiciels à code source ouvert. Les gros fournisseurs économisent de l'argent sur les ressources en utilisant ce système. La perspective évolue en ce qui concerne les logiciels ouverts et les solutions logicielles en tant que service (SaaS). Kaine Sparks (BC) (coprésident du Groupe de travail sur les services aux entreprises), pense que la formation est essentielle. Le travail accompli dans ce domaine en Colombie-Britannique a été utile puisque Peter Watkins a conçu le laboratoire d'échange et établi un partenariat au sein de l'administration. Une partie du problème 	<p><u>Mesure de suivi n° 5 :</u></p> <p>Open North finalisera le matériel d'apprentissage pour les membres de la direction, en fonction des commentaires des membres, et fournira le produit livrable final aux Conseils. Ce matériel sera publié dans le site de l'ISAC.</p>

	<p>réside dans l'avantage réel et l'utilité, pour le directeur général de BC Business Registries parce qu'ils ont fait tout cela, mais il manque quelque chose. Il n'y a pas de contributeur, et cela n'a pas vraiment d'importance s'il s'agit de logiciels libres, ou de blockchain, etc. Le défi est d'essayer de faire en sorte que les gens réutilisent les codes sources ouverts pour diverses raisons.</p> <ul style="list-style-type: none">Trevor Crowford (SK) déclare qu'un exercice de renouvellement de la technologie de l'information est en cours dans sa province, et que les intervenants dans le domaine des services numériques sont très intéressés par le concept de logiciels libres. Il est ravi de l'approche adoptée dans la documentation destinée aux membres de la direction, qui consiste à passer en revue toutes les étapes et qui donne à la collectivité le sentiment que ce qui est fait est fait correctement. Il se demande comment ils pourraient contribuer aux prochaines étapes après la réunion et s'impliquer dans le matériel d'apprentissage. La province est en train de se tourner vers les logiciels libres et elle a lancé de nombreux appels d'offres pour remplacer ses systèmes propriétaires. <p>Matthew Claudel (Open North) répond que le matériel sera partagé avec Trevor et que le consultant travaillera avec le Groupe de travail sur les logiciels libres en vue de l'élaboration d'une approche permanente de gestion de la communauté de pratique et que la Saskatchewan pourra contribuer au processus. Ensemble, ils se pencheront sur des logiciels spécifiques à utiliser de manière ouverte et seraient heureux de connaître un cas d'utilisation spécifique et de contribuer à l'acquisition et à la réflexion sur un logiciel particulier, qu'il s'agisse de Notify ou de CKAN ou d'autres types de logiciels libres qui pourraient être testés.</p> <p>Guillaume Charest (coprésident du Groupe de travail sur les logiciels libres, SNC) remercie tous les participants pour leur contribution et conseille aux membres de s'adresser directement à lui s'ils ont d'autres questions. Il fait remarquer l'utilisation des logiciels libres n'est pas un objectif final, c'est simplement une façon de travailler en toute transparence, de créer une collectivité et d'augmenter notre capacité collective. Il s'agit de confiance, d'ouverture et de collaboration. Nous sommes tous dans le même bateau et nous espérons que ce document nous apportera de la clarté en tant qu'organismes publics.</p>									
7	<p><u>MODÈLES DE TRAVAIL HYBRIDES DANS LE SECTEUR PUBLIC CANADIEN</u> (Voir les onglets 7A à 7C)</p> <p>Cette question a été reportée à une prochaine réunion.</p>									
8	<p><u>RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ISAC</u> (Voir les onglets 8A et 8B)</p> <p>Natasha Clarke (NS), présidente du Conseil d'administration de l'ISAC, Paul Pierlot, membre du Conseil d'administration de l'ISAC et trésorier, et Dan Batista, directeur général de l'ISAC, présentent le rapport du Conseil d'administration de l'ISAC.</p> <p>L'ISAC demande l'approbation des Conseils mixtes en ce qui concerne les recommandations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">Ajustement d'au moins 5 % en ce qui concerne les frais de services de soutien du CPSSP et du CDPISP pour l'exercice financier de 2022-2023, comme suit : <table><tr><th></th><th>Frais en 2014</th><th>Augmentation de 5 %</th><th>Frais en 2022-2023</th></tr><tr><td>CPSSP</td><td>121 000 \$</td><td>6 050 \$</td><td>127 050 \$</td></tr></table>		Frais en 2014	Augmentation de 5 %	Frais en 2022-2023	CPSSP	121 000 \$	6 050 \$	127 050 \$	<p><u>Décision n° 4 :</u></p> <p>Les membres approuvent les trois recommandations du conseil d'administration de l'ISAC, c'est-à-dire :</p> <ol style="list-style-type: none">Ajustement d'au moins 5 % en ce qui concerne les frais de services de soutien du CPSSP et du CDPISP pour l'exercice financier de 2022-2023.Indexation annuelle des frais de services de soutien du CPSSP et du CDPISP, en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC), à compter de 2023-2024.
	Frais en 2014	Augmentation de 5 %	Frais en 2022-2023							
CPSSP	121 000 \$	6 050 \$	127 050 \$							

		CDPISP	124 630 \$	6 231,50 \$	130 861,50 \$	
		<p>2. Indexation annuelle des frais de services de soutien du CPSSP et du CDPISP, en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC), à compter de 2023-2024.</p> <p>3. Mise en place d'une équipe de travail ISAC-Conseils pour revoir la relation entre l'ISAC et les Conseils et déterminer quels services et mesures de soutien seront nécessaires à l'avenir, et quel(s) modèle(s) de financement devraient être envisagés.</p>				<p>3. Mise en place d'une équipe de travail ISAC-Conseils pour revoir la relation entre l'ISAC et les Conseils et déterminer quels services et mesures de soutien seront nécessaires à l'avenir, et quel(s) modèle(s) de financement devraient être envisagés.</p>
		<p>Discussion des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ann Dolan (NB) demande si la structure tarifaire repose sur la même méthodologie que celle dont il a été question ce matin au sujet de l'identité numérique, basée sur la population. <p>Natasha Clarke (Présidente du Conseil d'administration de l'ISAC, NS) répond que le cadre en place à l'ISAC a aidé Peter Watkins à préparer la demande concernant l'identité numérique qui sert de point de départ pour les cotisations annuelles des membres.</p>				<p>Mesure de suivi n° 6A :</p> <p>Le Secrétariat de l'ISAC ajustera les cotisations annuelles des membres du CPSSP et du CDPISP en fonction de la décision des Conseils.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> Mark Burns (YT) demande si les factures des membres ont déjà été envoyées, ou s'il y aura une deuxième facture pour l'année en cours. <p>Natasha Clarke (NS) confirme que les factures ont été envoyées pour 2022-2023. Il n'y aura pas une deuxième facture.</p> <p>Sean McLeish (YT) (trésorier du CDPISP) recommande, pour des raisons d'ordre administratif, de prélever l'augmentation de l'année en cours sur les réserves.</p> <p>Linda Maljan (NT) (trésorière du CPSSP) accepte qu'on prélève le montant sur les réserves de chaque Conseil pour cette année et que les factures de l'année prochaine incluent l'augmentation.</p>				<p>Mesure de suivi n° 6B :</p> <p>L'ISAC passera aux prochaines étapes en vue de la constitution d'une équipe de travail composée des membres suivants pour examiner la relation entre l'ISAC et les Conseils.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke rappelle que les factures des prochaines années seront ajustées en fonction de la deuxième recommandation. James Gilbert (EDSC/Service Canada) est d'accord, mais il se demande quelle sera la portée de l'examen de la relation entre les Conseils et l'ISAC, et quels sont les résultats escomptés. <p>Natasha Clarke répond que l'objectif poursuivi consiste à examiner la relation entre l'ISAC et les Conseils afin de rechercher une meilleure harmonisation et une meilleure collaboration. Il s'agit d'un modèle qui date de 20 ans en ce qui concerne notre structure et notre façon de travailler ensemble. Le problème que nous essayons de résoudre est le suivant : étant donné que les Conseils s'orientent vers un modèle de prestation conjointe plutôt que vers un simple partage d'information, nous devons mettre en place le bon modèle. Nous avons l'occasion d'explorer comment établir une relation plus étroite. Nous sommes les membres de l'organisation. Nous devons nous préoccuper du bien-être financier de l'ISAC. Chaque année, le modèle actuel pose des problèmes. Le Groupe de travail qui serait créé se pencherait sur diverses questions, notamment comment veiller à ce que nous appuyions l'ISAC de façon à ce qu'il soit en mesure d'appuyer les Conseils et de répondre aux besoins des Conseils à mesure que nous avançons.</p>				<ul style="list-style-type: none"> Présidente du conseil d'administration de l'ISAC Trésorier de l'ISAC Directeur général de l'ISAC Co-présidents du CPSSP et du CDPISP (ou leur représentant) Trésoriers du CPSSP et du CDPISP Représentation du CPSSP et du CDPISP (1 représentant supplémentaire de chaque Conseil)

<ul style="list-style-type: none"> • Dan Batista (directeur général de l'ISAC) ajoute qu'il s'agit de disposer d'un forum de discussion permanent. Il est préférable d'avoir un groupe plus restreint de personnes pour discuter de l'avenir de la relation entre les Conseils et l'ISAC et de faire un rapport à l'ensemble des membres. • Jackie Stankey (AB) déclare que l'Alberta, tout comme la plupart des membres des Conseils, appuient la Table des SM FPT et la Table des ministres nouvellement nommés en ce qui concerne la cybersécurité et l'identité numérique. Pour ce qui est de la gouvernance globale, y a-t-il un lien entre la Table des SM FPT sur la collaboration en matière de prestation de services et la nouvelle Table des ministres? On vise une harmonisation stratégique. Ce travail permettrait-il d'identifier les liens stratégiques entre les Conseils et entre ces autres tables? <p>Natasha Clarke (NS) répond que c'est un bon point à prendre en considération. Pour l'instant, le champ d'application est restreint, mais le Groupe de travail aurait l'occasion de se pencher sur d'autres questions et accueillerait volontiers d'autres points de vue à ce sujet. Il existe de nombreux liens et relations. Dans les plus petites administrations, une même personne peut aider les membres à appuyer la Table des SM FPT sur la collaboration en matière de prestation de services et la Table des sous-ministres sur la cybersécurité et l'identité numérique. Il s'agit là d'une occasion réelle, mais le but pour l'instant est de concentrer le champ d'application sur l'ISAC et les Conseils.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Silvano Tocchi (ARC) soulève deux points de discussion non prévus, mais implicites : 1. L'ISAC offre une série de services en fonction du principe de recouvrement des coûts; or, certains services offerts actuellement ne donnent pas lieu à un recouvrement des coûts ce qui, selon lui, est l'un des problèmes en ce moment 2. Il y a également les coûts inclus dans le modèle de financement – il est donc nécessaire d'assurer l'avenir de la source de financement et de procéder à une révision annuelle des frais afin que l'ISAC et les Conseils puissent mieux fonctionner à l'avenir. C'était un problème par le passé et Silvano recommande que le Groupe de travail l'examine de manière plus explicite. <p>Natasha Clarke (NS) remercie Silvano pour ses remarques et fait savoir qu'il pourrait y avoir de nombreuses sous-questions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • CJ Ritchie (BC) ajoute que la constitution d'une équipe afin d'appuyer le travail et les priorités des ministres et sous-ministres est un signe de maturité. Lorsque nous faisons un travail et que le cadre ne correspond plus, cela signifie que nous innovons. C'est réconfortant, si le travail que nous effectuons maintenant de la manière dont nous percevons l'avenir ne correspond plus au modèle lancé il y a 20 ans, c'est un signe que nous allons dans la bonne direction. C'est un signe de réussite. • Dan Batista (ISAC) ajoute que toute organisation doit se réinventer et que c'est là que nous en sommes; certains des défis, notamment sur le plan financier, sont dus au fait que nous faisons des choses que nous n'aurions jamais pensé faire. Nous ne recouvrons pas les coûts, nous absorbons une grande partie des frais cachés, mais c'est la nature de cette organisation et la façon dont elle a été créée, et c'est une attitude fonceuse, nous faisons en sorte que cela se produise et cela devient la norme. Si nous ne commençons pas à parler de ce que cette organisation fera à l'avenir, il s'ensuivra de sérieuses répercussions financières. • Jonathan Kelly (QC) pense qu'il serait logique d'aborder le fait qu'il y a de nouvelles Tables des SM et des ministres qui nécessitent un budget important. Nous avons besoin d'aide en termes de communication avec nos autorités et il est pertinent d'aller de l'avant et d'expliquer pourquoi le prix augmente. Cela est compatible avec ce qui a été convenu lors de la réunion de la Table des SM FPT et tout va de l'avant. 	
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke demande aux membres d'approuver les trois recommandations : <ul style="list-style-type: none"> Linda Maljan (NT) propose que la recommandation n° 1 soit adoptée; Gillian Latham (NS) appuie cette proposition. Adriana Poveda (BC) propose que la recommandation n° 2 soit adoptée; Harry Turnbull (MISA Ontario) appuie cette proposition. Jonathan Kelly (QC) propose que la recommandation n° 3 soit adoptée; Shelley Darlington (MSDO, Niagara) appuie cette proposition. 	
9	<p><u>AUTRES QUESTIONS :</u></p> <p>James Gilbert (EDSC/Service Canada) indique que les rapports des groupes de travail sont inclus dans le classeur de la réunion à l'intention des membres. Il encourage les membres à remplir le formulaire d'évaluation.</p> <p>Maria Luisa Willan (ISAC) confirme que la prochaine réunion en personne aura lieu à Ottawa, le 22 février, et que la prochaine réunion MS Teams des conseils mixtes aura lieu le 4 novembre.</p> <p>James Gilbert rappelle aux membres de se joindre à l'AGA qui suit cette réunion. Les coprésidents remercient tous les participants pour leur engagement et leur participation, après quoi la séance est levée.</p>	<i>Pas de mesure de suivi.</i>

Présents

COPRÉSIDENTS :

CJ Ritchie
Paul Wagner

Colombie-Britannique – CDPISP
Conseil du Trésor du Canada –
CDPISP

James Gilbert
Mark Burns

EDSC/Service Canada – CPSSP
Yukon – CPSSP

MEMBRES DU CDPISP :

Jan Bradley

MISA West, Ville de Calgary

Kathryn Bulko
Liz Byrne-Zwicker
Hong Chung

MISA Canada
Nouveau-Brunswick
Manitoba

Natasha Clarke
Dave Heffernan
Jonathan Kelly
Sean McLeish
Mohammad Qureshi
Harry Turnbull
Tracy Wood

Nouvelle-Écosse
Terre-Neuve-et-Labrador
Québec
Yukon
Ontario
Misa Ontario
Île-du-Prince-Édouard

MEMBRES DU CPSSP :

Mike Bannister (en remplacement de Gail Boland)

Kathleen Butler
Dafna Carr

Lawrence Cheung (en remplacement de Sylvain Beauchamp)

Dafna Carr
Shelley Darlington
Ann Dolan
Lori Doran
Kathryn Durkin-Chudd

Sherry Fogwill
Jean-Paul Fradette
Roxanne Hersack
Jane Hicks

Ambereen Jamal-Rahim (en remplacement de Kelly Acton)
Shaifa Kanji

Gillian Latham

Terre-Neuve-et-Labrador

Agence du revenu du Canada
Ontario
Colombie-Britannique

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
MSDO, Ville de Niagara.
Nouveau-Brunswick
Services aux Autochtones Canada
Manitoba

Terre-Neuve-et-Labrador
Manitoba
Alberta

Anciens Combattants Canada
Conseil du Trésor du Canada

Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
Nouvelle-Écosse

Christian Laverdure

Michelle MacFarlane
Linda Maljan
Julie McAuley

Michelle Orth
Adriana Poveda
Sheila Robinson
Judy Ross
Jackie Stankey
Silvano Tocchi
Julie Veillette

Commission de l'immigration et du statut de
réfugié du Canada
Nouvelle-Écosse
Territoires du Nord-Ouest
Innovation, Sciences et Développement
économique Canada.
MSDO, Région de Peel
Colombie-Britannique
Colombie-Britannique
Nouveau-Brunswick
Alberta
Agence du revenu du Canada
Québec

**CDPISP/CPSSP/CONSEILS MIXTES
OBSERVATEURS ET PRÉSENTATEURS :**

Tareq Al-Shumari	Coprésident du comité de recherche, Ontario
Joanne Anderson	Ontario.
Elyse Armstrong	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
Shana Boertien	Île-du-Prince-Édouard
Caroline Boutin	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Leah Brannigan	Agence du revenu du Canada
Olivier Bullion	ESDC/Service Canada
Geneviève Caissy	Québec
Jean Cardinal	Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada coprésident, SCT
Jillian Carruthers	Colombie-Britannique
Guillaume Charest	Coprésident du Groupe de travail sur les logiciels libres
Alexandre Cloutier	Agence du revenu du Canada
Trevor Crawford	Saskatchewan
Ola Daniels	Saskatchewan
Bill Danielsen	EDSC/Service Canada
François Desmarais	Ville de Montréal
Krista Dewey	Statistiques de l'état civil du Canada
Harpreet Dhillon	Président de la communauté de pratique de l'approvisionnement en TI
Edward Dodd	Ontario
Jason Doiron	Territoires du Nord-Ouest
Anna Engman	EDSC/Service Canada
Natasha Flory	Saskatchewan

Sheldon Funk

Tyler Ganske
Karim Gillani
Michael Goit
Adam Guimond-Pishuktie
Elky Hanlon

Mark Healy
Alex MacLennan
Margo McCarthy
Walter Moar

Yannick Newton
Stéphanie Phaneuf

Amanda Plummer
Stephen Sabey
Robert Salloum
Igor Solesa
Kaine Sparks

Bianca Tomazeli

Peter Watkins

Dan Batista
Pavel Koval
Linda Robins

Manitoba

Colombie-Britannique
Colombie-Britannique
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Nunavut
Nouvelle-Écosse

Terre-Neuve-et-Labrador
Colombie-Britannique
ESDC/Service Canada
Colombie-Britannique

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Saskatchewan
Alberta
Alberta
Ontario
Coprésident du Groupe de travail sur les
services aux entreprises, BC.
Coprésident du Groupe de travail sur les
logiciels libres, Ville de Montréal.
Responsable du programme d'identité
numérique

ISAC
CM Analyste de recherche
ISAC

Secrétariat de l'ISAC :

Maria Luisa Willan

Stefania Silisteanu

